

Nous ne voulons pas travailler plus

Le gouvernement supprime des postes d'enseignants par dizaines de milliers. Nous constatons quotidiennement les conséquences de cette politique :

- Classes surchargées, détérioration des conditions de travail et d'études
- Augmentation du temps de travail
- Davantage d'heures supplémentaires imposées
- Augmentation des affectations sur plusieurs établissements
- Quasi disparition des remplacements en cas de congés de maladie, les enseignants prévus étant souvent déjà sur des postes.

SUD éducation s'oppose à tout allongement du temps de service. Il revendique le rétablissement et la création de tous les postes nécessaires à des conditions de travail correctes pour tous, permettant la prise en charge des difficultés des élèves sur le temps scolaire et dans le cadre de la classe. Il revendique l'inclusion de la concertation nécessaire dans le temps de service actuel des personnels.

Des enseignants moins formés pour un enseignement réduit

Dans les collèges, la mise en place du "*socle commun de connaissances et de compétences*" a ouvert le règne de la culture minimaliste et impose aux enseignants un travail pluridisciplinaire sans temps de concertation.

Dans les lycées, la réforme annoncée vise à réduire le nombre d'heures de cours des élèves dans le seul but de supprimer des milliers de postes. Cette réforme entraînerait la quasi disparition de certaines disciplines, la réduction des possibilités d'enseignements offerts aux élèves, la multiplication accrue des postes sur plusieurs établissements et celle du nombre des classes dans le service des enseignants.

Cette réforme constituerait une déstructuration de notre métier et plus largement du service public de l'éducation. SUD éducation a refusé de signer un accord de principe avec le ministère et revendique le retrait de ce projet, qui s'accompagne de la casse de la formation initiale et continue des enseignants et prépare de nouvelles vagues d'emplois précaires.

Mise au pas, domination hiérarchique et division

Le sort de chaque enseignant dépend de plus en plus de sa hiérarchie (principal, proviseur, recteur). Cette pression autoritaire passe par :

- les autorités rectorales qui agissent de plus en plus à la façon d'entreprises privées gérant des "ressources humaines" en fonction de leur "profil", dans l'indifférence des situations personnelles et pédagogiques.
- l'instauration de hiérarchies intermédiaires cherchant à diviser en donnant à certains enseignants un rôle prépondérant.
- la mise en place annoncée d'entretiens individuels d'évaluation-notation avec le chef d'établissement instaurant la progression des carrières et des salaires selon les "performances" individuelles.

SUD éducation dénonce les mesures qui divisent les personnels, refuse la mise au pas des enseignants, soutient l'organisation collective des résistances et défend ceux qui subissent l'arbitraire et l'autoritarisme.

Renforçons le syndicalisme de lutte

Prévision de 80 000 suppressions de postes sur 4 ans, disparition de la formation professionnelle aux métiers de l'enseignement, fragilisation des statuts des personnels ; la casse de l'Ecole Publique est au centre du projet gouvernemental au même titre que celle du statut de fonctionnaire et du code du travail.

*Face à la succession de « contre-réformes » Sud éducation a informé les personnels et tenté de les mobiliser. Présent dans les instances paritaires locales et nationales, **Sud éducation a cependant refusé de s'associer au ministère dans sa réforme de l'école primaire. Nous avons également refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refusons de participer aux négociations sur la réforme des lycées qui prévoit la suppression de milliers de postes et la réduction de l'enseignement offert aux élèves.***

Réduire le service public d'Education en « bourrant » les classes, c'est assurer le développement des officines privées spécialisées dans le « rattrapage scolaire ». Il n'y a pas de fatalité à cette logique libérale dans un pays chaque jour plus riche. Il y a surtout une injustice dans la répartition des richesses produites par le travail et un problème dans la manière d'organiser la résistance collective pour contraindre le gouvernement à reculer. L'année 2007-2008, avec une grève chaque mois, secteur par secteur, a montré ce qu'il ne fallait plus faire.

Sud éducation veut construire la lutte dans l'unité des salariés.

- Pour une école publique laïque et véritablement gratuite, une école de l'égalité des droits contre l'école du tri social, de la ghettoïsation et du fichage informatique.
- Pour les créations d'emploi statutaires (enseignants, personnels administratifs, de service, de santé et sociaux).
- Pour la défense de l'Ecole Publique, contre les cadeaux à l'enseignement privé.
- Pour l'arrêt des recrutements de salariés précaires et pour la titularisation de tous sans condition de concours ou de nationalité.
- Pour le maintien et l'extension de l'ensemble des droits sociaux et des droits du travail (retraite, temps de travail, statut, droit à la formation, droit à la santé).
- Contre le blocage des salaires. Contre la multiplication des primes et des heures supplémentaires qui nous divisent. Pour une augmentation générale des salaires (300 € pour tous).
- Pour la défense et l'extension de services publics accessibles à tous sur l'ensemble du territoire.

SUD Education défend le droit à l'école pour tous. Nous, personnels de l'Education nationale, estimons devoir défendre nos élèves contre les expulsions. SUD Education participe activement, depuis sa création, aux luttes de soutien aux Sans-papiers et appelle à renforcer le Réseau Education Sans Frontières (RESF).

Elire des délégué(e)s SUD Education c'est renforcer le lien entre la défense individuelle des salariés et la nécessité de lutte collective.

Votez SUD éducation